

Budget 2025 : Les salarié·es et les retraité·es ne veulent plus payer !

Le gouvernement de Michel Barnier a présenté ce jeudi son projet de loi de finances et son projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) pour l'année 2025. Comme annoncé, le gouvernement prévoit un effort de 60 milliards dont la plupart va se faire sur le dos des salarié.es et des retraité.es.

Ce n'est pas aux salarié·es et retraité·es qu'il faut demander de payer l'addition

Dans la continuité du macronisme, ce sont **les salarié·es et les retraité·es à qui l'on demande à nouveau de payer l'addition** du déficit creusé depuis 7 ans **au seul bénéfice des grandes entreprises, de leurs actionnaires et dirigeant·es.**

Malgré l'affichage de la hausse des impôts pour les plus riches et pour les entreprises, la CGT dénonce des mesures cosmétiques qui servent d'écran de fumée pour cacher de nouvelles décisions austéritaires pour la vie des travailleurs et travailleuses.

PLF - des coupes dans nos services publics

Le gouvernement a dévoilé les différentes mesures régressives prévues pour atteindre 40 Mds d'économie. Alors que nos **services publics sont à bout de souffle**, le gouvernement décide à nouveau de les amputer en prévoyant notamment :

- **5 milliards d'euros d'économies** dans les collectivités territoriales,
- Un solde de **2200 suppressions de postes dans la fonction publique** qui masque un total de 4000 suppressions dans l'éducation nationale, alors qu'il en manque déjà, comme à l'hôpital, des milliers.
- **Le gel du point d'indice des fonctionnaires en 2024 et en 2025**, alors que leurs salaires ont baissé de plus de 18% depuis 2010, et qu'1% d'augmentation du point d'indice (2 milliards) ne représente que 2% des aides publiques aux entreprises.

C'est une ligne rouge pour la CGT, qui alerte sur l'état déjà catastrophique de nos services publics

Des économies, il est possible d'en faire, il suffit de regarder du côté **des aides publiques aux entreprises** : chaque année ce sont 175 milliards d'aides publiques versées aux entreprises, un montant multiplié par 1,5 en 15 ans, **sans ciblage, sans condition ni contrepartie, sans évaluation ni contrôle de leur efficacité**, en termes d'emploi notamment. **C'est un tiers du budget de l'État.**

PLFSS - des économies sur le dos de notre santé

Sur le PLFSS (projet de loi de finances de la Sécurité sociale), la CGT dénonce **des mesures dont les salarié.es et les retraité.es vont être les premières victimes.**

Alors même que l'on dénombre en moyenne 5000 fermetures de lits d'hôpitaux par an depuis le COVID, et que l'accès au soin et à la santé est de plus en plus difficile et coûteux, le gouvernement s'attaque de plein fouet aux dépenses de sécurité sociale en :

- **Baissant le taux de prise en charge des consultations médicales par l'Assurance Maladie** de 70 à 60% alors que leur montant va augmenter.
- **Baissant le montant des indemnités journalières** de sécurité sociale.

La sécurité sociale est un droit essentiel pour l'ensemble des travailleurs et travailleuses, y toucher **c'est toucher aux droits à la santé et aux soins pour toutes et tous.**

La CGT réaffirme sa ferme opposition au gel des pensions des retraité.es pendant 6 mois

Cette coupure représente **200 à 300 euros de baisse par an dans leur portefeuille**. Après une réforme qui a imposé 2 ans de plus, ils et elles ne peuvent pas encore être l'objet d'un tour de vis austéritaire.

Enfin, la CGT s'alarme sur l'absence de mesures concernant la prise en charge de nos ainé.es et de la petite enfance. Après les nombreux scandales ayant révélé un système de soin défaillant des groupes privés lucratifs, il est nécessaire d'investir pour la création d'un **service public de la petite enfance et des personnes âgées**.

Propositions de la CGT - Un autre budget et une vraie sécurité sociale sont possibles

- **Investir massivement dans nos services publics** et nos infrastructures pour préparer l'avenir.
- Mettre le budget au service d'un **plan stratégique de réindustrialisation** du pays.
- Mettre en place une **réforme fiscale** qui permettrait plus de **justice fiscale** avec notamment :
 - Le rétablissement des impôts pour les entreprises (impôt sur les sociétés et CVAE),
 - Une taxation dissuasive des dividendes et des rachats d'actions,
 - Le rétablissement de l'impôt sur la fortune,
 - Une meilleure progressivité de l'Impôt sur le Revenu,
 - La suppression de la TVA sur les produits de 1ère nécessité,
 - La lutte contre la fraude et l'évasion fiscale (90 milliards annuels),
 - La conditionnalité des 175 milliards d'aides publiques annuelles aux entreprises,
 - L'élargissement de la taxe sur les activités polluantes pour inciter à la transition écologique.
- **Concernant la sécurité sociale** : elle doit répondre intégralement aux besoins et les recettes doivent être assurées par des cotisations.
- **Revoir les 80 milliards d'exonérations de cotisations sociales** (augmentés de 20 milliards depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron).
- **Abroger la réforme des retraites**

La CGT appelle les salarié.es à s'organiser en se syndiquant dans les entreprises et les services pour gagner des augmentations de salaire.